

« Résilience, exemplarité et discipline »
L'exhortation du Président
de l'Assemblée nationale à la
30^e promotion de l'EFOFAT **P.4**



Marchés publics au Togo
L'ARCOP place la
planification au **P.7**
cœur de la réforme



Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations
générales d'analyses et de publicité

N° 967 du 03 août 2026

Vision 2040 et Feuille de Route 2026-2031 **P.3**

**Faure Essozimna
Gnassingbé
mobilise le
secteur privé pour
un lendemain
meilleur au Togo**



Photo archives

CAMES 2026 / Le Togo a l'honneur

**Prof Prénom Houzou-
Mouzou distinguée pour** **P.4**
son engagement en faveur
de l'excellence académique



« Loto Détente » de la LONATO **P.2**

**Un lancement
bien accueilli
sur le terrain**



OHADA

À Lomé, s'ouvre le chantier des réformes pour une organisation plus solide

Le Togo a ouvert lundi 27 juillet dernier à Lomé les travaux de la 61^e session du Conseil des ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires. La cérémonie a été présidée par Me Pacôme Yawovi Adjourouvi, ministre de la Justice et des Droits humains, Garde des Sceaux, représentant le Président du Conseil.

Durant deux jours, les ministres de la Justice et des Finances des 17 États membres ont planché sur des réformes destinées à rendre l'OHADA plus efficace et plus résiliente face aux défis économiques du continent. Au menu : gouvernance, finances, et adaptation du droit aux réalités actuelles des affaires.

Plusieurs textes structurants sont à l'étude. Il s'agit notamment d'un nouveau règlement financier, d'une charte d'audit interne et de la mise en place d'un comité de gestion des risques et du contrôle interne. L'enjeu est de doter l'Organisation d'outils de pilotage plus rigoureux. La question du financement a également occupé une place centrale. Les retards dans le paiement des contributions des États membres pèsent depuis des années sur le fonctionnement de l'institution, et les ministres cherchent des solutions pour assurer des ressources plus stables.

Autre point fort de cette



session : l'élection de trois nouveaux juges à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage. La CCJA, décrite comme la « sentinelle » de l'application du droit OHADA, doit voir son capital humain renforcé pour garantir la sécurité judiciaire attendue par les investisseurs. Les travaux ont porté aussi sur l'intégration du droit des conflits de lois en matière d'affaires, une réforme visant à adapter le cadre juridique communautaire aux pratiques commerciales transfrontalières de plus en plus complexes.

En lançant les débats, Me Pacôme Yawovi Adjourouvi a rappelé que ces réformes s'inscrivent dans une même dynamique. « Les projets de nouveau règlement financier, de



charte d'audit interne ou encore de création d'un comité de gestion des risques et du contrôle interne visent tous à renforcer la gouvernance de l'Organisation »,

a-t-il indiqué. Il a souligné que des choix « avisés et rigoureux » pour la CCJA sont indispensables pour rassurer le secteur privé. Abordant l'avenir du continent, il a plaidé pour l'autosuffisance financière : « Ensemble, nous

l'Afrique doit compter d'abord sur ses propres ressources pour assurer son développement ».

Le secrétaire permanent de l'OHADA, Pr Mayatta Ndiaye Mbaye, s'est dit convaincu que Lomé marquera un tournant. Selon lui, les instruments qui seront adoptés permettront de renforcer l'efficacité de l'Organisation et d'attirer davantage d'investissements dans l'espace OHADA. Il a salué l'engagement du Togo et rendu hommage au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, pour son soutien constant à l'intégration juridique et économique.

Créée en 1993, l'OHADA réunit aujourd'hui 17 pays africains autour d'un objectif commun : harmoniser le droit des affaires afin de sécuriser les investissements et accélérer l'intégration économique. Les

pouvons écrire de nouvelles et belles pages de l'histoire de l'Afrique : une Afrique positive, une Afrique qui ose, une Afrique qui prospère. Plus que jamais,

décisions attendues à l'issue de cette session de Lomé devraient donner un nouvel élan à cette ambition.

Dieudonné

« Loto Détente » de la LONATO

Un lancement bien accueilli sur le terrain

Depuis le dimanche 02 Août 2026, la Loterie Nationale Togolaise a enrichi son offre avec le lancement de « Loto Détente ». Présenté à la presse le jeudi 30 juillet 2026 à Lomé, ce nouveau produit vient répondre à une attente des parieurs : avoir une chance de jouer et de gagner chaque fin de semaine.

Le principe est simple. Tous les dimanches à 16h, la LONATO procède au tirage de « Loto Détente ». Pour y participer, il suffit de miser à partir de 100 francs CFA et de cocher jusqu'à 10 grilles sur un même ticket, comme sur les autres jeux déjà commercialisés. Mais ce loto se distingue par plusieurs innovations. D'abord, 10 numéros sont tirés au lieu de 5, ce qui multiplie les possibilités de gain. Ensuite, la LONATO introduit l'option « Double Chance ». Avec cette option, le parieur gagne si

les numéros qu'il a joués sortent parmi les 5 premiers numéros tirés ou parmi les 5 derniers. À cela s'ajoute l'option Turbo qui permet de booster les gains jusqu'à 10 fois le montant normal, en plus des formules classiques Nap, Perm et Banker.

Pour Kokouvi D. Amédomé, Directeur Marketing et de l'Innovation de la LONATO, « Loto Détente » est une nouvelle opportunité offerte aux fidèles parieurs. Il a souligné que l'objectif est de rendre le jeu plus attractif tout en gardant la simplicité et l'accessibilité qui font le succès de la LONATO.

Sur le terrain, l'accueil est déjà très positif. Dès le premier tirage du 02 Août, les points de vente ont connu une grande mobilisation. À Lomé comme à l'intérieur du pays, les parieurs disent apprécier cette nouvelle habitude dominicale. « C'est une

bonne chose. Le dimanche on est détendu à la maison et maintenant on peut jouer. Merci à la LONATO d'y avoir pensé », confie un habitué à Adidogomé. Une vendeuse à Kodomé ajoute : « Avec 100 F on peut tenter. Et avec Double Chance on sent qu'on a plus de chances de gagner. La LONATO nous donne vraiment l'occasion de rêver chaque semaine ». D'autres saluent l'initiative comme un moyen de « bien commencer la semaine avec l'espoir ».

Concernant le paiement des gains, rien ne change. Les gains inférieurs à 500.000 F CFA sont payés dans tous les points de vente agréés sur toute l'étendue du territoire national, quel que soit le lieu de validation du ticket. Pour les gains supérieurs à 500.000 F CFA, les gagnants doivent se présenter dans une agence LONATO ou à la Direction



Générale à Lomé.

En lançant « Loto Détente », la LONATO confirme sa dynamique d'innovation et son engagement à offrir des produits adaptés aux attentes du public. « Ne faites pas économie de tenter votre chance, parce que vous ne savez pas à quel niveau la dame

chance va croiser votre chemin », a rappelé Kokouvi D. Amédomé.

Désormais, chaque dimanche à 16h, les Togolais ont donc rendez-vous avec « Loto Détente » pour tenter de faire partie des prochains heureux gagnants.

Elom

Vision 2040 et feuille de route 2026-2031

Faure Gnassingbé mobilise le secteur privé pour un lendemain meilleur au Togo

Sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo accélère son développement socio-économique. Aujourd'hui, l'ambition est de bâtir un lendemain meilleur, doubler le PIB par habitant et ramener la pauvreté en dessous de 15 % à l'horizon 2040. Pour y arriver, le gouvernement mise désormais sur une alliance forte avec le secteur privé. C'est tout le sens de l'atelier national « Deep Dive » tenu le jeudi 30 juillet 2026 à Lomé, entièrement consacré au rôle des entreprises dans la transformation économique du pays.

Présidé au nom du Président du Conseil par Dr Sandra Ablamba Johnson, Ministre Secrétaire général de la Présidence du Conseil, les travaux ont réuni le ministre de l'économie et de la veille stratégique Badanam Patoki, le ministre délégué à l'économie maritime Kokou Edem Tengué et le ministre délégué à la Promotion des investissements Arthur Lilas Trimua.

Étaient également présents Madame Nathalie Kouassi Akon, directrice division Golfe de Guinée de la Société Financière Internationale (SFI), Monsieur Antonius Verheijen, représentant résident de la Banque mondiale au Togo, des responsables d'organisations patronales, des dirigeants de grandes entreprises et de PME, des universitaires, des magistrats et des experts venus du Maroc et de Maurice.

Organisé dans la continuité du séminaire gouvernemental de juin 2026, cet atelier traduit la volonté du Président du Conseil de faire du dialogue État-secteur privé une



exigence permanente. Pour Faure Gnassingbé, il ne s'agit plus seulement de fixer des objectifs, mais d'identifier les leviers concrets pour attirer davantage d'investissements, améliorer la compétitivité et créer une croissance inclusive qui profite à tous les Togolais.

La Vision Togo 2040 et la Feuille de route 2026-2031 portent cette ambition. Doubler le PIB par habitant, réduire massivement la pauvreté, industrialiser, digitaliser, créer des emplois décents : tel est le cap. Selon Dr Sandra Ablamba Johnson, « l'atteinte de ces objectifs nécessite une transformation structurelle de l'économie, et donc un nouveau modèle de croissance davantage tiré par l'investissement privé afin de créer plus de richesses et d'emplois ».

Les premiers résultats confortent cette orientation. En 2025, le stock d'IDE a progressé de 27,3 % pour s'établir à 2 063 millions USD. La Plateforme Industrielle



d'Adetikopé gagne en maturité. Les réformes douanières et foncières renforcent la sécurité juridique et la mobilisation des recettes. Autant de signaux que la vision portée par le Président du Conseil est en marche.

Pour ancrer cette dynamique, le gouvernement a mis en place des cadres concrets d'écoute : la Cellule climat des affaires présidée par le Président du Conseil et le Cadre de concertation Etat-

secteur privé piloté par le Ministère des Finances et du Budget. Dr Johnson a salué le leadership personnel de Faure Gnassingbé et remercié la Banque mondiale et les partenaires techniques pour leur appui à la conception de la Vision 2040.

Les priorités ont été détaillées : rendre le Togo plus attractif, sécuriser l'investissement, et créer les conditions d'une croissance tirée par l'industrie, la logistique et le numérique. Les échanges ont mis l'accent sur l'amélioration du climat des affaires, la promotion des partenariats public-privé et la définition d'engagements réciproques entre l'État et les opérateurs.

Les expériences du Maroc et de Maurice ont nourri les débats sur la mobilisation du privé dans les secteurs structurants. En ateliers, trois

s'engage à accroître significativement ses investissements dans les secteurs prioritaires que sont l'industrie, l'agro-industrie, les infrastructures, la logistique, l'énergie, le numérique, les services à forte valeur ajoutée », a affirmé Charles Kokouvi Gafan, Président de l'AGET. L'ambition partagée est de transformer localement les matières premières, consolider les chaînes de valeur nationales et miser sur l'innovation.

Intervenant pour le Groupe de la Banque mondiale, Nathalie Kouassi Akon a salué la qualité du partenariat avec le Togo et réitéré l'engagement de la SFI à accompagner les réformes pour un secteur privé créateur d'emplois et de valeur. Elle a rendu hommage à l'implication personnelle du Président du Conseil dans ce partenariat.

Avec ce « Deep Dive », le

gouvernement pose un jalon décisif. Sous la vision du Président Faure Gnassingbé, le secteur privé devient le moteur principal de la Vision 2040 et de la FDR 2026-2031. L'objectif est d'aller vers une économie togolaise plus résiliente, plus compétitive et surtout plus créatrice d'opportunités pour un lendemain meilleur pour chaque Togolais.

À l'issue de la rencontre, des défis ont été priorisés et des indicateurs de suivi définis pour les 12 à 24 prochains mois. Le secteur privé a pris l'engagement d'investir davantage. « Le secteur privé

Elom

Togo-brésil

Vers une coopération plus dynamique et mutuellement bénéfique

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu en audience le jeudi 30 juillet 2026 l'ambassadeur de la République fédérative du Brésil au Togo, Luiz Ivaldo Villafañe Gomes Santos.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent entre Lomé et Brasília et de la volonté commune de donner un nouvel élan à l'amitié et à la coopération qui unissent les deux pays depuis plus de cinq décennies.

Au terme de l'audience, l'ambassadeur brésilien a dressé un état des lieux du partenariat bilatéral et évoqué les perspectives de collaboration dans plusieurs

secteurs prioritaires. Il a réaffirmé la détermination du Brésil à approfondir cette relation au bénéfice des populations togolaise et brésilienne.

« Nous avons évoqué les relations séculaires entre nos deux pays, nos liens d'amitié et de coopération, et nous avons manifesté notre volonté de contribuer davantage au développement de ces relations », a-t-il indiqué.

Les discussions ont également porté sur le renforcement des mécanismes de coopération sud-sud. L'objectif est de rendre ce partenariat plus dynamique et mutuellement bénéfique, en

s'appuyant sur les expériences et les complémentarités entre le Brésil et les pays africains.

Le Togo et le Brésil ont convenu de poursuivre leurs efforts pour consolider leur partenariat bilatéral et pour harmoniser leurs positions sur les questions régionales et internationales, dans un esprit de dialogue et de solidarité.

Rappelons que les relations diplomatiques entre Lomé et Brasília ont été établies en 1972. Elles couvrent aujourd'hui plusieurs domaines : sécurité, agriculture, formation professionnelle et technologique, diplomatie. Cette coopération s'est



renforcée en novembre 2018 avec la signature à Lomé d'un accord portant suppression réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

Avec cette audience, les deux

pays réaffirment leur engagement à bâtir une coopération sud-sud plus concrète, orientée vers des projets porteurs de croissance et de développement partagé.

Agbé

« Résilience, exemplarité et discipline »

L'exhortation du Président de l'Assemblée nationale à la 30^e promotion de l'EFOFAT



La cérémonie de baptême de la 30^e promotion de l'Ecole de Formation des Officiers des Forces Armées Togolaises s'est tenue le vendredi 31 juillet 2026 à Pya. Placée sous le signe de la « Résilience », cette nouvelle promotion a reçu le parrainage du Professeur Komi Selom Klassou, Président de l'Assemblée nationale.

Face aux 69 élèves officiers active, dont trois femmes, venus se voir remettre le drapeau de l'école par leurs aînés, le parrain a donné le ton de leur future carrière. Pour lui, le choix de ce nom n'a rien d'anodin. « La résilience ne signifie

ni l'absence de souffrance, ni l'absence d'obstacles. Au contraire, elle traduit la détermination à poursuivre sa mission malgré les incertitudes, les revers et les sacrifices », a-t-il expliqué.

Le Président de l'Assemblée nationale est allé plus loin en présentant la résilience comme une compétence professionnelle. « Pour un officier, la résilience constitue bien plus qu'une qualité personnelle, elle est une exigence professionnelle. Elle se manifeste dans le courage face aux enjeux, dans le calme, au cœur de l'action, dans la lucidité lorsque les

décisions deviennent difficiles ». Dans un contexte régional marqué par le terrorisme, l'extrémisme violent et les trafics transfrontaliers, cette valeur

capacité d'écoute, le courage moral et le sens de la justice ». Il les a invités à cultiver l'humilité intellectuelle, à se former en continu, et à respecter

d'une nouvelle génération de cadres militaires compétents, responsables et aptes à répondre aux défis sécuritaires, multiformes et complexes de notre époque.



prend, selon lui, « une résonance toute particulière » et devient « une véritable force opérationnelle ».

S'adressant à de futurs chefs, le Professeur Klassou a insisté sur la notion d'exemple. Il leur reste une année de formation avant la prise de poste. « Un officier ne commande pas uniquement par son grade, il commande d'abord par son exemple », a-t-il rappelé. Et d'ajouter : « Le premier devoir d'un chef est de préserver la confiance de ses subordonnés. Cette confiance ne s'impose pas. Elle se mérite chaque jour par l'exemplarité, la proximité, la

scrupuleusement la discipline, les lois de la République et les droits humains.

Le parrain a saisi l'occasion pour rendre un hommage appuyé au Président du Conseil, Chef suprême des armées, Faure Essozimna Gnassingbé. « Je voudrais exprimer toute ma reconnaissance au Président du Conseil pour sa vision stratégique et son engagement constant en faveur du renforcement des capacités des forces armées togolaises ». Il a salué la modernisation de l'outil de défense, l'amélioration des infrastructures et la formation

Enfin, le Professeur Klassou a adressé ses encouragements aux élèves officiers de la « Promotion 5 Février » qui s'apprêtent à rejoindre leurs unités. A tous, il a demandé d'être des « ambassadeurs de la formation reçue à l'EFOFAT ». Il a conclu en exprimant sa confiance dans la « Promotion Résilience » pour porter haut les valeurs de l'école et assurer, avec courage et abnégation, la mission de défense et de paix confiée aux forces armées togolaises et à celles des pays frères.

Kodjovi

CAMES 2026 / Le Togo a l'honneur

Prof Prénom Houzou-Mouzou distinguée pour son engagement en faveur de l'excellence académique

À la tête de l'Université de Kara depuis 2022, la Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU conduit une transformation profonde de l'institution. Chercheuse reconnue et administratrice rigoureuse, elle a placé la qualité, l'ouverture et l'ancrage territorial au cœur de son mandat.

Ce travail de fond a été salué au plus haut niveau continental le jeudi 31 juillet 2026 à Djibloho, en Guinée Équatoriale. Lors de la cérémonie officielle du CAMES, elle a été élevée au grade d'Officier de l'Ordre International des Palmes Académiques et admise solennellement au sein du Conseil de l'OIPA.

Titulaire de diplômes des Universités de Lomé, d'Abidjan et de Lille, ancienne Interne des Hôpitaux du Togo, la Professeure HOUZOU-MOUZOU dirige depuis 2012 le service de rhumatologie du CHU-Kara, premier service spécialisé décentralisé hors de Lomé. Elle a également présidé la Commission Médicale Consultative du CHU-Kara, contribuant activement à l'amélioration des soins et à la structuration des services hospitaliers dans la région.

Son ascension au sein de l'Université de Kara est



remarquable. Assistante chef de clinique en 2012, Maître-assistante du CAMES en 2015, Maître de conférences agrégée, major de promotion en 2018, Professeure titulaire en 2022, elle a été Vice-doyenne de la Faculté des Sciences de la Santé de 2021 à 2024 avant d'en assurer le Décanat depuis septembre 2024. Elle a présidé plusieurs commissions stratégiques, notamment celle de la recherche et de l'innovation, et dirigé le comité d'organisation du 20^e anniversaire de l'Université.

Distinguée par la Mission des Nations Unies au Darfour, décorée Chevalier puis Officier de

interne des hôpitaux, la première femme militaire Professeure d'université, la première femme Doyenne de faculté à l'Université de Kara, et désormais la première femme Présidente d'université au Togo.

Sa nomination en 2025 comme présidente de l'université de Kara par le Président du Conseil, incarne une volonté forte qui est celle d'offrir à l'université du nord une gouvernance capable de concilier exigence scientifique et développement local. Elle ouvre ainsi une nouvelle ère d'inclusion, d'innovation académique et de rayonnement international pour l'Université de Kara.

Dès sa prise de fonction, la Présidente a engagé des réformes structurantes. La



LMD et aux référentiels du CAMES. L'objectif est clair : délivrer des diplômes reconnus



l'Ordre National du Mérite, la Professeure HOUZOU-MOUZOU est une figure emblématique du mérite et de la compétence. Elle est la première femme militaire

priorité a été donnée à la qualité des formations avec la mise en conformité progressive des filières aux normes du système

et des compétences directement

Suite à la page 7

Défense

La Chine et le Togo resserrent leurs liens militaires

La Chine entend renforcer son partenariat de défense avec le Togo. C'est ce qu'a annoncé l'ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min, le 29 juillet dernier à Lomé lors d'une réception marquant le 99^e anniversaire de la création de l'Armée populaire de libération, l'APL.

Devant les autorités togolaises, la diplomate est revenue sur le parcours de l'APL. Fondée en 1927 sous la direction du Parti communiste chinois, elle s'est imposée, selon elle, comme « un acteur de la paix dans le monde, un soutien au développement et un garant de l'ordre international ». Cette évolution est le fruit, a-t-elle ajouté, d'un renforcement continu des capacités militaires et d'une coopération élargie avec

plusieurs pays.

Mme Wang Min s'est réjouie de la bonne santé des relations militaires entre Pékin et Lomé. Elle a cité les visites réciproques de haut niveau, le partage d'expériences et les programmes de formation comme preuve d'un partenariat qui se densifie. Pour l'ambassadrice, ces échanges contribuent directement à la consolidation du partenariat stratégique global entre les deux pays.

Son discours a aussi fait écho à l'actualité politique chinoise. Elle a rappelé le 105^e anniversaire du Parti communiste chinois et cité le président Xi Jinping : « Un État fort doit avoir une armée forte, et seule une armée forte peut garantir la sécurité nationale ». Elle a également évoqué le 90^e



anniversaire de la Longue Marche de l'Armée rouge, présentée comme un héritage de courage et de détermination qui continue d'inspirer.

Face aux tensions internationales, la Chine, a-t-elle insisté en citant Xi Jinping, reste attachée à « la paix, au dialogue et à la coopération ».

Côté togolais, le chef d'État-major général des Forces armées togolaises, le général Allaharé Dimini, représentait le Président du Conseil. Il a salué la qualité du soutien chinois. Concrètement, en 2026, la Chine met à disposition des FAT une soixantaine de places de stage dans une cinquantaine de spécialités. Un appui que le

général a qualifié de « levier essentiel » pour maintenir et renforcer les capacités opérationnelles de l'armée togolaise.

En conclusion, le chef d'État-major a réaffirmé la volonté des FAT de poursuivre et d'approfondir ce partenariat stratégique avec Pékin.

Max

Hydrocarbures

Le togo active son système de marquage fiscal pour sécuriser les carburants

Le Togo passe à la vitesse supérieure dans la lutte contre la fraude sur les produits pétroliers. Depuis le 31 juillet 2026, un nouveau dispositif de marquage et de traçabilité est entré en service sur toute l'étendue du territoire national.

L'objectif visé par le gouvernement est de mettre fin aux circuits illicites et garantir que le carburant vendu aux Togolais est conforme et dûment taxé.

Comment ça marche ?

Chaque litre de carburant mis sur le marché légal reçoit désormais une "signature moléculaire" invisible. Cette signature, déposée en amont, permet aux agents de contrôle de vérifier en quelques minutes



l'authenticité du produit. Que ce soit au dépôt, à la station-service ou lors d'un contrôle mobile en bord de route.

Le projet est porté par le gouvernement en partenariat avec SICPA Togo SA, une entreprise spécialisée dans la

sécurisation et la traçabilité des produits.

Ce que l'État vise

- Assainir la distribution : Mieux identifier les produits conformes et couper court à la contrebande et à la contrefaçon.
- Protéger le consommateur : Éviter la vente de carburants adultérés ou de mauvaise qualité.
- Sécuriser les recettes publiques : Réduire les pertes fiscales liées aux trafics et améliorer le suivi des flux.

Le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a qualifié cette mesure d'étape décisive. « Désormais, chaque litre de carburant vendu dans le circuit légal sera identifiable. Nos équipes disposent d'outils pour le vérifier immédiatement sur le terrain », a-t-il affirmé lors du lancement.

Ce nouveau système vient prolonger les efforts déjà

engagés avec le Système automatisé de marquage, SAM. Les autorités annoncent aussi un renforcement des inspections et des contrôles inopinés dans les prochains mois.

Avec ce dispositif, le gouvernement mise sur plus de transparence dans le secteur des hydrocarbures et une meilleure mobilisation des ressources pour financer les politiques publiques.

Dieudonné

OTR

Des véhicules en vente aux enchères à Lomé-port à partir du 6 août

L'Office togolais des recettes lance une vente aux enchères publiques de 1 100 véhicules de différentes marques. L'opération débute le jeudi 6 août 2026 à 9h30 à la Direction des opérations douanières de Lomé-Port. Elle est organisée par autorité de justice conformément à l'ordonnance n° 841/2026 du 18 mars 2026.

Les véhicules seront adjugés au plus offrant. Le règlement se fera comptant sur place avec une

majoration de 12%, et les acquéreurs devront procéder à l'enlèvement immédiat des véhicules. Pour prendre part aux enchères, chaque intéressé devra s'acquitter au préalable d'un droit d'enregistrement de 5 000 FCFA non remboursable auprès de la Division du Contentieux de la Direction du Renseignement et de la Lutte contre la Fraude.

L'OTR précise qu'aucune réclamation ne sera acceptée après l'adjudication. Par ailleurs, tout adjudicataire qui ne



s'acquittera pas du montant de son acquisition avant 17h30 le jour de la vente verra son adjudication annulée d'office. La participation à cette vente implique l'acceptation de toutes les conditions prévues dans l'avis officiel.

Pour toute information complémentaire, les personnes intéressées peuvent se rapprocher du cabinet de Me BINI P. Yves, commissaire-priseur, sis à Bè-Klikamé à Lomé.

La Rédaction

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités
Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 90049992

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Stanislas

Mise en page

Benjamin Tchabi

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

2è édition du SIEF Les femmes transforment le risque en opportunité

Le Salon International de l'Entrepreneuriat Féminin a lancé sa 2è édition le vendredi 31 juillet 2026 à Lomé. Pour ouvrir les travaux, la Fondation Citoyens d'Afrique et YAS Togo ont réuni la communauté scientifique et économique autour d'un

vice-présidente du Salon, Dr Kayi Dogbé, présidente de la Fondation Citoyens d'Afrique, et Prof. Kossivi Hounaké, président de l'Université de Lomé.

Dr Kayi Dogbé a indiqué que ce colloque ambitionne d'enrichir la recherche en explorant des



colloque sur « Les nouvelles figures du risque en Afrique ». L'ambition : donner aux femmes les clés pour comprendre, anticiper et transformer les incertitudes en leviers de croissance.

La cérémonie d'ouverture a été conduite par le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof. Gado Tchangbedji. A ses côtés figuraient Binta Saneh, représentante résidente du PNUD au Togo, Emily Gray, représentante résidente de la CEDEAO au Togo, Nabou Fall,

problématiques peu documentées liées aux risques contemporains. Elle a précisé que la publication des actes contribuera à renforcer les bibliothèques universitaires et à alimenter les travaux scientifiques au niveau international. Pour elle, le risque comme le genre est une question transversale. Face aux mutations technologiques, industrielles et environnementales, de nouvelles menaces apparaissent et méritent une réflexion approfondie.

Nabou Fall a pour sa part insisté sur l'expérience du terrain. Elle a rappelé que les

entrepreneures sont confrontées à des défis concrets : difficultés d'accès au financement, faible inclusion financière, effets du changement climatique, essor de l'intelligence artificielle, contraintes fiscales, gestion des ressources humaines et accès au crédit. Selon elle, modéliser ces nouvelles figures du risque permettra aux femmes de mieux anticiper les obstacles et de renforcer leur résilience.

Prenant la parole, le Prof. Gado Tchangbedji a invité la communauté scientifique à privilégier l'interdisciplinarité. Il a souligné que les nouvelles figures

l'environnement, la santé publique, l'informatique et l'intelligence artificielle. Cette approche croisée est aujourd'hui indispensable pour produire une recherche utile à la société.

Les échanges ont principalement porté sur les risques cognitifs liés à l'intelligence artificielle, sur les impacts des changements climatiques sur les activités économiques, ainsi que sur les enjeux du financement et de l'investissement pour les femmes entrepreneures.

Le programme de la deuxième journée prévoit les activités de l'Académie panafricaine de l'entrepreneur. Trois ateliers de formation seront animés par des expertes venues de plusieurs

cérémonie officielle de remise des distinctions. Le Grand Prix Africain YAS de l'Entrepreneuriat Féminin, doté de 5 millions de FCFA, sera décerné. Il sera accompagné du Prix de l'Excellence féminine de la Fondation Nana Anè XV, du Prix de l'Entrepreneur social et du Prix de l'Audace féminine soutenu par la CEDEAO. Des hommages seront également rendus à des personnalités qui se sont distinguées par leur engagement en faveur de l'entrepreneuriat féminin en Afrique.

A travers cette deuxième édition, le SIEF se veut un espace de réflexion, de formation et de reconnaissance. Il entend donner aux femmes les outils pour



du risque ne peuvent être comprises sous un seul angle. Elles exigent un dialogue entre le droit, les sciences politiques, l'économie, la sociologie, la géographie, les sciences de

pays africains. Les participantes seront formées sur l'intelligence artificielle appliquée à l'entreprise, la garantie des risques et la gestion du temps.

La journée prendra fin avec la

entreprendre autrement, en intégrant la gestion du risque comme un levier de croissance et de pérennité pour leurs entreprises.

Agbé

Artisanat togolais

L'UCRM se dote d'une nouvelle équipe et d'une nouvelle ambition



Le Lycée d'Enseignement Technique et Professionnel de Sokodé est sacré champion du Togo. Les élèves de Sokodé ont remporté la finale du championnat scolaire et universitaire le samedi 25 juillet dernier au stade municipal de Lomé, en battant le Lycée Moderne d'Anié à l'issue des tirs au but.

Lancée le 19 décembre 2025 à Kpalimé dans la région des Plateaux, la compétition a connu son apothéose dans la capitale. La finale a été précédée d'un grand défilé scolaire regroupant les élèves des cinq régions du pays. Plusieurs personnalités ont pris part à l'événement, notamment

les ministres en charge de l'Éducation et des Sports, le président de la Fédération togolaise de football, l'ambassadeur de la République populaire de Chine et le préfet du Golfe.

Sur le terrain, le Lycée d'Anié, vêtu de rouge, a pris le match à son compte en début de rencontre. À la 18^e minute, le capitaine Akoda Komlan se présente seul face au gardien de Sokodé mais manque l'ouverture du score. Après cette occasion, le jeu s'équilibre et les deux équipes regagnent les vestiaires sur un score nul et vierge. La seconde période est marquée par la fatigue et le manque de lucidité. Aucune



des deux formations n'arrive à faire la différence et le temps réglementaire s'achève sur 0-0.

La décision revient donc à la séance des tirs au but. Et c'est à cet exercice que le gardien de Sokodé, Soulé A. Ikram, se révèle. Il arrête trois tirs sur quatre et

permet à son équipe de s'imposer et de soulever le trophée du championnat scolaire et universitaire 2025-2026.

Très ému, l'entraîneur de Sokodé Kogloe Komlan Matthieu parle d'un travail de longue haleine : « La joie est immense. On a travaillé pendant trois ans pour arriver à ce niveau aujourd'hui. Je suis tellement content et je manque de mots pour exprimer ma joie ». Du côté d'Anié, l'entraîneur Daboda Désiré déplore un manque de concentration : « C'est

championnat va au-delà du résultat sportif. « Cette école, nous l'utilisons pour cultiver chez nos jeunes la discipline et les compétences de vivre ensemble. C'est tout le Togo qui a été réuni à travers les écoles, les préfectures et les communes que ces élèves ont représentées. Somme toute, les résultats sont atteints », a-t-il indiqué.

La finale a été couplée à la 45^e édition de la Journée nationale du sport. Une initiative qui vise à promouvoir la pratique des activités physiques et sportives afin de prévenir les maladies non transmissibles comme l'obésité, l'hypertension artérielle et les problèmes cardio-vasculaires.



la malchance. Au niveau des tirs au but rien n'est sûr. Mes poulains auraient pu marquer le but libérateur, mais ce n'est pas venu ».

Pour le ministre des Sports, Abdul-Fahd Fofana, ce

Après les séances d'étirements collectifs, le préfet du Golfe Agbodan Kossivi s'est réjoui de la forte mobilisation. Le prochain rendez-vous sportif est fixé au mois d'août.

AMOUZOUVI

Marchés publics au Togo

L'ARCOP place la planification au cœur de la réforme

Le mardi 28 juillet 2026, Lomé a accueilli les travaux de revue semestrielle de l'Autorité de régulation de la commande publique. Durant 4 jours, l'ARCOP a rassemblé autour d'une même table tous les acteurs du secteur pour faire le bilan de l'exécution des marchés publics du premier semestre 2026.

Responsables des marchés, représentants du secteur privé, de la société civile, de la DNCCP, de la DNCF et cadres de l'ARCOP prennent part à cette rencontre. L'enjeu est de rendre la dépense publique plus prévisible, plus transparente et plus efficace.

Pour le Directeur général par intérim de l'ARCOP, Aftar Touré MOROU, tout part de la planification. « Celui qui ne

planifie pas, planifie sa chute », a-t-il déclaré à l'ouverture. Selon lui, le Plan de passation des marchés est l'outil central pour traduire les prévisions budgétaires en projets concrets au bénéfice des populations.

Il a également insisté sur la responsabilité qui pèse sur chaque acteur. Une erreur dans l'élaboration d'un marché, que ce soit pour des manuels scolaires ou pour la construction d'un centre de santé, peut avoir des conséquences directes sur la qualité du service rendu aux citoyens.

Autre priorité mise en avant : la célérité des procédures. Accélérer les délais, c'est permettre aux entreprises d'être payées plus rapidement, préserver



des emplois et donner un nouvel élan à l'économie nationale.

Les travaux ont démarré par un volet technique. Les participants ont passé en revue les résultats des audits 2024, découvert la plateforme de formation en ligne « e-format » destinée à renforcer les compétences, et fait le point

sur les garanties et pièces financières exigées. Un focus a aussi été fait sur les insuffisances constatées lors des visas de

À travers cet exercice semestriel, l'ARCOP entend renforcer la synergie entre le régulateur, les organes de

dossiers, afin de corriger les dysfonctionnements et d'harmoniser les pratiques.

À la fin de cette revue, les performances de chaque autorité contractante seront analysées. Là où des failles sont identifiées, des mesures correctives seront proposées.

La Rédaction

CAMES 2026 / Le Togo a l'honneur
Prof Prénom Houzou-Mouzou distinguée pour son engagement en faveur de l'excellence académique

Suite de la page 4

utiles pour le marché de l'emploi. La recherche a été placée au centre de la stratégie. Les laboratoires ont été dynamisés et de nouveaux partenariats scientifiques ont vu le jour, notamment dans des secteurs

retenu son attention. La digitalisation de l'administration, la réhabilitation des infrastructures pédagogiques et le renforcement des services aux étudiants ont permis d'améliorer les conditions d'apprentissage. Le numérique est devenu un levier pour faciliter l'accès aux cours et

local font désormais partie de l'identité de l'université.

C'est cette dynamique qui a conduit le CAMES à lui décerner la distinction d'Officier de l'Ordre International des Palmes Académiques. En l'admettant au sein du Conseil de l'OIPA, l'organisation lui confie la mission de promouvoir l'excellence académique dans tout l'espace francophone africain.

Lors de la cérémonie à

Djibloho, la Professeure HOUZOU-MOUZOU a dédié cette distinction à l'ensemble de la communauté de l'Université de Kara. Elle a rappelé que cette élévation est le fruit d'un travail collectif et d'un engagement partagé pour une université plus performante et plus utile à la société.

Avec cette reconnaissance, l'Université de Kara gagne en visibilité et le Togo affirme sa

place dans la gouvernance académique du continent. Pour la Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU, il s'agit désormais de poursuivre sur cette lancée et de faire de Kara un modèle d'université tournée vers l'excellence, l'innovation et le développement.

Nouvelle Opinion



prioritaires pour la région : agriculture durable, santé communautaire et énergies renouvelables. Les jeunes enseignants-chercheurs sont encouragés à porter des projets grâce à un dispositif interne de financement.

La modernisation du cadre de vie universitaire a également

à l'information.

Fidèle à sa vision d'une université ouverte, la Professeure HOUZOU-MOUZOU a renforcé la coopération de Kara avec des établissements africains et internationaux. La mobilité académique, les échanges scientifiques et le rapprochement avec le monde socio-économique





**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

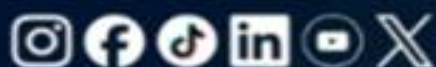
**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg